



ARRETE DU MAIRE AT 35/24

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR DEMOLITION D'UN IMMEUBLE AVENUE JEAN JAURES

Le Maire de la Commune de SAINT-JUERY, Conseiller départemental,

VU les articles L 2212.2 et L 2213.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Pénal et notamment l'article R 610-5 et suivants,
VU le Code de la Route et notamment les articles R 417-10 et suivants.

CONSIDERANT la demande en date du 7 février 2024 de l'entreprise VIDAL Démolition pour la démolition d'un immeuble avenue Jean Jaurès à Saint-Juéry le jeudi 22 février et vendredi 23 février 2024.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement et d'assurer la sécurité lors de ces travaux.

- ARRÊTÉ -

Article 1 : L'entreprise VIDAL Démolition est autorisée à occuper le domaine public afin de réaliser les travaux énoncés dans sa demande **le jeudi 22 (après-midi) février et vendredi 23 février 2024**.

Article 2 : Une zone de travaux sera déterminée par la mise en place de barrières au début de l'avenue Jean Jaurès :

- **Le jeudi 22 février à partir de 13h et le vendredi 23 février de 8h00 à 18h00, l'avenue Jean Jaurès sera fermée à la circulation sur demi-chaussée dans le sens descendant direction Albi. Seule la circulation dans le sens montant direction Saint-Juéry centre sera maintenue. La circulation piétonne sera également maintenue.**

Le présent arrêté sera affiché sur la signalisation de manière parfaitement visible.

Article 3 : L'espace occupé devra être restitué dans l'état de propreté dans lequel il a été trouvé.

Article 4 : Sécurité et signalisation de chantier

Le demandeur devra signaler le chantier conformément aux dispositions suivantes :

- Il aura la charge de la signalisation réglementaire du chantier, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du chantier telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction Interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée sur la signalisation routière, livre 1 – 8^{ème} partie.

Article 5 : Responsabilité

Son titulaire est responsable des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : Tout véhicule en stationnement gênant sera susceptible d'être placé en fourrière selon un ordre de réquisition de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le cadre de ses pouvoirs de Police.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le délai de deux mois à compter de sa publication et à défaut devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 8 : Le Directeur Général des Services, la Police Municipale de Saint-Juéry, le Commissaire divisionnaire, le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-JUÉRY, le 9 février 2024
Le Maire,
David DONNEZ

Notifié le :

